



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie analytique

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie analytique. In: Économie rurale. N°106, 1975. Population et travail agricoles (fin) pp. 57-59;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1975_num_106_1_2360

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

H. de FARCY. — L'espace rural. Paris, PUF, 1975, Collection « Que sais-je ? », n° 1585.

En 1946, 8 000 m² servent à nourrir chaque Français. En 1972, ils ne sont plus que 6 000. Mais 900 sont utilisés pour le logement, le travail, les déplacements, les espaces verts... En l'an 2000, certains prévoient 4 à 4 500 m² pour l'alimentation et 1 000 m² pour des usages non alimentaires.

C'est un changement prodigieux dans l'affectation de l'espace. Parallèlement, l'espace rural attire désormais les citadins : 56 % voudraient y vivre. Ce n'est pas seulement une velléité ; de 1962 à 1968 1 315 000 personnes ont effectivement déménagé de la ville pour la campagne.

D'où une concurrence très vive pour le sol : c'est la première difficulté. Cette émigration crée des emplois nouveaux. Seront-ils viables ? Que devient le cadre de vie ? Comment s'harmonisent les activités agricoles et celles des ruraux d'adoption ? Tels sont les deux aspects majeurs, l'affectation de l'espace et répartition des activités, qu'analyse l'auteur.

Une typologie des utilisations de l'espace rural (carte p. 14) conduit à vouloir le définir... Entre la définition britannique (« est ville toute celle qui est classée comme telle pour des considérations d'administration ») et la formule mathématique du polytechnicien, on sent bien quelle est la préférence de l'auteur.

Une série d'indicateurs précise la notion : occupation, peuplement, comportement (exode, retraite), niveau de vie. Mais surtout, ce sont les fonctions anciennes et nouvelles qu'il faut considérer : hier l'agriculture, la production non alimentaire, la fourniture de capitaux pour le développement global, la pépinière de travailleurs. Demain, le « gardien » de la nature, et surtout une nouvelle conception de vie à taille humaine.

Les espoirs et difficultés de l'industrialisation ne doivent pas être sous-estimés. L'artisanat et le développement du tertiaire peuvent jouer également un rôle moteur dans le développement du milieu rural, mais il faudra reconverter les hommes ; ceux des villes comme ceux des campagnes.

Aménager, « c'est intervenir volontairement ». L'étranger nous montre de nombreux exemples : une rigoureuse planification rurale en Tchécoslovaquie, les zones de développement intégré en Israël à partir du kibboutz, les communautés locales aux Etats-Unis (où les 2/3 des Américains vivent dans de l'espace vert).

Quels objectifs définir et comment affecter les terrains : chez nous le droit d'expropriation, le droit de préemption, les plans d'occupation des sols sont autant de moyens pour agir, mais les communes ne sont ni assez puissantes, ni autonomes, pour décider.

Pour créer un « vouloir collectif », il faut aider les ruraux à retrouver confiance dans leurs aptitudes à identifier leurs valeurs et celles des autres, à travailler dans les actions communes.

(Ph. Mainié)

G. BUBLOT. — Economie de la production agricole. Louvain, Vander, 1974, 444 pages.

Ce manuel d'initiation à l'économie de la production agricole se situe délibérément dans le cadre d'une économie libérale et concurrentielle, dans laquelle les individus recherchent la satisfaction maximum. Il ne concerne ni l'économie de subsistance, ni les problèmes des économies socialistes.

Dans ce cadre limité, les raisonnements sont centrés sur la théorie économique et les exemples de la Belgique. On regrettera toutefois la faible place laissée aux aspects globaux de l'économie agricole qui ne sont abordés qu'au dernier chapitre « équilibre externe de l'agriculture ». Une rapide esquisse des problèmes est tentée. On ne sera pas toujours d'accord avec l'auteur lorsque, face aux difficultés d'une agriculture en perpétuelle contraction, celui-ci expose qu'atteindre son équilibre économique externe consiste fondamentalement dans une libération de facteurs en vue de réaliser l'égalité de leur productivité marginale dans toutes les affectations possibles. C'est vrai en principe, mais combien d'exceptions n'invitent pas à réfléchir sur ce qui sépare la théorie « libérale » et les faits ?

(Ph. Mainié)

Groupe de sociologie rurale du CNRS. Les collectivités rurales françaises, tome II. Sociétés paysannes ou lutte de classes au village, sous la direction de M. JOLLIVET. Paris, Armand Colin, 1974, 266 pages.

« Cet ouvrage (est) lui-même bâti sur une controverse ». C'est pourquoi le mot clef du titre est la conjonction « ou ». Les auteurs nous invitent à un débat au sein de leur groupe de recherche. La controverse se situe entre les positions extrêmes de H. Mendras, qui propose « une théorie de la paysannerie historiquement et géographiquement définie », et de M. Jollivet qui situe l'agriculture dans le mode de production capitaliste et la paysannerie dans la structure de classe de la société française.

Cette seconde optique conduit à étudier les « sociétés rurales » « à l'intérieur d'une analyse en termes de classes sociales », s'opposant au pluralisme culturel d'une démarche anthropologique.

Le groupe estime cependant que « la variété des points de vue adoptés n'exclut pas les recouvrements et les convergences : ... derrière la diversité, (on percevra) plus de complémentarités que d'oppositions irréductibles ».

Mendras définit les caractéristiques de la paysannerie occidentale par cinq angles de vue : l'autonomie relative de la société paysanne au sein d'une société englobante, le groupe domestique, le système de production autarcique de l'économie paysanne, la collectivité paysanne en tant que société d'interconnaissance, et les fonctions de médiateurs entre collectivités locales et société englobante. Ces approches amènent à proposer des schémas d'analyse villageoise, autonomes et cohérents.

Les données naturelles et l'histoire en premier lieu imposent à la collectivité locale des contraintes écologiques, qui pèsent sur toute la vie sociale. Le régime démographique est de première importance pour comprendre la vie d'une population et juger sa vitalité. La parenté est « l'une des charpentes les plus importantes des sociétés rurales » : son extension et la force de la parenté émigrée révèlent un des réseaux essentiels de rapport avec le monde extérieur. L'analyse du groupe domestique révèle plusieurs modèles de situation. Quant aux activités économiques, il importe de définir « quel est le facteur de production stratégique dont la possession assure le pouvoir économique et social : la terre, la main-d'œuvre, le cheptel, la compétence technique, la maîtrise d'un débouché ». Le mode de vie définit un code de comportement, qui préside aux rapports sociaux. L'idéologie, enfin, transmet les valeurs, les croyances, le savoir et définit « ce qui se fait, ce qui se dit et ce qui se doit dans une situation donnée ».

Ces aspects définissent des catégories et clivent les groupes sociaux : groupes de voisinage, générations et sexes, parentèle, groupes domestiques, groupes d'intérêts, groupes d'affinités, groupes idéologiques. Leur position et leurs rôles permettent de construire un schéma global cohérent, dans la mesure où « l'un des schémas précédents sert de matrice ou de patron à chacun des autres qui se modèlent sur lui ». C'est finalement dans la mesure où une collectivité a les moyens d'élaborer et de prendre pour elle-même des décisions collectives qu'elle a une existence...

Pour J. Maho, cette notion de système n'est qu'un empirisme abstrait, il lui substitue « une logique explicitement classificatoire ». Un système social « n'est jamais une réduction éventuelle de l'un des sous-systèmes à l'un des deux autres » (page 85). « Comparer » permet-il de « signifier » ?

M. Dion présente une classification des monographies en sociologie. Permettent-elles d'expliquer... sans buter sur le problème des origines ? Y a-t-il une relation entre l'unité et la diversité ? L'auteur ne propose guère de solution personnelle à cette difficile question.

N. Eizner réfléchit sur les notions de communauté, de société, de collectivités rurales : « comment peut-on définir de petits groupes restreints, situés dans le temps et l'espace et à l'intérieur desquels l'activité agricole domine ? ». Partant d'un modèle utopique primitif (page 133), la notion de communauté paraît ambiguë et floue : on confond souvent système social et mode d'organisation locale, endogamie, système de pouvoir, activité, système de valeur commun, cadre juridique et communauté. Aussi, « parler de communautés rurales, c'est postuler un choix théorique » plus ou moins implicite. Les travaux du groupe de sociologie rurale traduisent autant l'histoire des chercheurs que

la dissolution des sociétés précapitalistes dans l'économie capitaliste au cours des dix dernières années.

Aussi, la question du niveau auquel la recherche doit se dérouler est-elle posée par M. Jollivet : saisir la « totalité sociale » montre l'impuissance du fonctionnalisme et la magie du structuralisme (« l'art de transposer »). Cette dernière notion est efficace, mais elle ne résoud pas « tout ». L'auteur expose alors les principes d'une théorie des « sociétés » rurales. Ceux-ci l'amènent à saisir « quelques-uns des aspects sociologiques de l'absorption de l'agriculture dans le mode de production dominant ».

Les cadres encore dominants de la famille et de la communauté villageoise « sont (ceux) dans lesquels s'exerce une lutte de classe fragmentée, éclatée, entravée, déviée : lutte pour l'appropriation privée du sol, révolte des cadets, conflits de générations, exode rural ». Parmi ces antagonismes, celui qui oppose propriétaire foncier et fermier, est précieux pour la bourgeoisie « dans le combat contre l'aristocratie foncière (et donc contre l'ancien régime), d'abord et d'une part, et, d'autre part et plus tard, contre le socialisme ».

(Ph. Mainié)

J. KLATZMANN. — Nourrir dix milliards d'hommes ? Paris, PUF, collection SUP, 1975, 268 pages.

« Si le problème de la faim n'est pas résolu, c'est parce que les sociétés humaines se sont montrées incapables de rassembler les moyens nécessaires pour mettre en pratique des techniques connues... l'humanité a le pouvoir, mais on ne sait pas comment lui donner le vouloir ».

On ne sait pas non plus quelle est la situation exacte de l'alimentation et les opinions les plus contradictoires circulent à cet égard. Le graphique de la page 36 en est un bel exemple, puisque l'on y parle de protéines animales, alors que le Chinois consomme probablement beaucoup de protéines végétales dans son alimentation. Ce que l'on sait au moins, c'est qu'il existe, à travers le monde, 50 % de mal nourris à des degrés divers et 10 % d'hommes souffrant de carences alimentaires graves (page 53).

La comparaison des coûts des régimes alimentaires et la répartition de la consommation alimentaire dans le monde constituent les tableaux les plus intéressants de l'ouvrage (page 64). Ils permettent de poser le problème essentiel, qui est celui de la répartition de la production agricole : les pays économiquement avancés consommeraient 59 % des ressources et en produiraient 62 % ...

Si un taux de croissance de 4 % par an de la production mondiale constitue un objectif apparemment « raisonnable », il représente en fait un bouleversement par rapport à la situation actuelle. Dans l'immédiat « une amélioration décisive de la situation alimentaire dans les pays pauvres ne peut donc être envisagée que par des livraisons massives de la part des pays économiquement avancés ». La discussion des travaux du club de Rome permet d'analyser les menaces : quels que soient les calculs, les limites dans les ressources disponibles seront atteintes tôt ou tard... à l'échelle de l'humanité, 2070 c'est une éventualité très proche.

L'homme intervient... bouleverse les écosystèmes et crée des incertitudes grandes pour l'avenir (voir le DDT). Les

aliments d'origine non agricole constituent des possibilités d'améliorer la situation, mais de façon limitée. Alors il reste l'agriculture.

« *C'est de la terre et de l'eau* » : le potentiel des terres cultivables est réduit ; de plus et surtout, les coûts et les risques d'échec des mises en valeur sont élevés. Manquera-t-on d'eau aussi ? « Ce qui est lourd de conséquence, c'est qu'il n'y a aucune raison d'espérer que ce chiffre (il faut 500 litres d'eau pour former un kilo de matière sèche) puisse être sensiblement réduit ».

Par contre, dans le domaine des techniques, il existe d'immenses possibilités de progrès : la productivité du travail varie aujourd'hui de 1 à 100, la différence concernant celle du sol est moins importante. L'agronomie et la zootechnie progressent de façon continue. Sans aller jusqu'à pouvoir nourrir 150 milliards d'hommes comme le suppose Colin Clark, le problème essentiel réside dans les *obstacles humains* : la vulgarisation de base est le secret du progrès.

Finalement, l'auteur conclut que la terre peut nourrir et bien nourrir 10 milliards d'hommes. *Mais si tout conti-*

nue comme aujourd'hui, on va vers un accroissement dramatique des inégalités, avec la menace constante d'une grande catastrophe écologique, totalement imprévisible. Que faire ? agir dans tous les domaines, y compris celui de la population, réduire les consommations de protéines animales et donner une priorité définitive à l'agriculture. Il y faudrait une gestion mondiale des ressources. Est-ce possible ?

« L'expérience répond que chaque fois qu'on y a mis le prix, que l'on a donné aux actions que l'on voulait vraiment réussir une priorité suffisante, tous les obstacles ont pu être franchis ». Le véritable obstacle, donc, est ce que l'on ne veut pas. Ce qui est sûr dans les prochaines décennies, c'est que « toutes les mesures nécessaires ne seront pas prises à temps ». On n'ira pas pour autant à la catastrophe, on réagira, mais après combien de souffrances des hommes ?

Le scandale réside dans l'écart entre le possible et le réel.

(Ph. Mainié)